



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

enfants

Question écrite n° 10990

## Texte de la question

M. Jean-François Chossy appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche sur le dispositif des emplois-jeunes mis en oeuvre à l'éducation nationale dans le cadre de la loi du 16 octobre 1997. Plus d'un millier d'aides-éducateurs, dont les contrats arriveront à échéance en fin d'année scolaire, assurent des fonctions à plein temps d'auxiliaire de vie scolaire auprès des élèves handicapés. Afin que ces emplois soient pérennisés et puissent bénéficier d'un dispositif de financement, il convient d'élaborer un statut véritable de l'auxiliaire de vie scolaire, permettant à ces personnels d'avoir une insertion professionnelle durable, mais aussi pour assurer une couverture rationnelle et satisfaisante des besoins dans le cadre de la scolarisation des élèves handicapés en milieu ordinaire. Il lui demande, en conséquence, quelles sont les initiatives qu'il envisage de prendre sur ce dossier, sachant que la scolarisation des handicapés constitue l'un des chantiers prioritaires du Gouvernement.

## Texte de la réponse

L'amélioration des conditions d'intégration des personnes handicapées au sein de la société constitue l'un des chantiers prioritaires que le Président de la République a assigné au Gouvernement pour le quinquennat. Cet engagement se traduira dès l'année 2003, année européenne des personnes handicapées, par la mise en oeuvre de mesures concrètes visant à garantir, à terme, une insertion totale des personnes handicapées. Pour lutter contre l'exclusion civique, politique, sociale et professionnelle des adultes qu'ils seront demain, il est essentiel d'assurer la scolarisation des enfants et des adolescents présentant des handicaps. C'est la raison pour laquelle le ministère de l'éducation nationale et le secrétariat d'Etat aux personnes handicapées ont présenté le 21 janvier 2003 un ensemble de mesures nouvelles en faveur de l'intégration scolaire des élèves handicapés. Dès la rentrée 2003, des actions seront programmées à travers un plan pluriannuel décliné selon trois grands axes : garantir le droit à la scolarité pour tous les jeunes handicapés ou malades et la continuité des parcours scolaires ; former l'ensemble des personnels et développer la formation spécialisée des enseignants du premier comme du second degré ; améliorer les conditions de scolarisation des élèves handicapés ou malades en préservant et en développant les aides à l'intégration scolaire. L'une des mesures essentielles de ce troisième axe vise à accroître très sensiblement le nombre des auxiliaires de vie scolaire qui accompagneront les élèves handicapés à la rentrée 2003. C'est ainsi que 5 000 postes d'assistants d'éducation seront réservés à des jeunes souhaitant exercer ces fonctions à partir de la rentrée scolaire 2003, afin de couvrir les besoins liés à la mise en extinction progressive des contrats emplois jeunes et ceux non satisfaits actuellement, conformément à l'engagement pris par le Président de la République devant le Conseil national consultatif des personnes handicapées le 3 décembre 2002. Des instructions seront prochainement adressées aux recteurs afin de préciser la répartition des emplois entre les académies et les conditions de recrutement de ces nouveaux personnels. Une formation qualifiante en cours d'emploi leur sera dispensée.

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-François Chossy](#)

**Circonscription** : Loire (7<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 10990

**Rubrique** : Handicapés

**Ministère interrogé** : jeunesse et éducation nationale

**Ministère attributaire** : jeunesse et éducation nationale

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 27 janvier 2003, page 472

**Réponse publiée le** : 17 mars 2003, page 2069